

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
24 juillet 2001  
Français  
Original: arabe

---

**Lettres identiques datées du 23 juillet 2001, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de l'Iraq auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et comme suite à la lettre du Représentant permanent du Royaume d'Arabie saoudite en date du 10 juillet 2001 (S/2001/689) suivant laquelle des contrebandiers auraient tenté de passer la frontière saoudienne le 11 juin 2001, je tiens à vous informer que selon les forces irakiennes en poste à cette frontière, cette information est une pure invention.

Les autorités saoudiennes n'ont cessé au cours des deux derniers mois de se plaindre, dans des lettres au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité, de violations de la frontière saoudienne, accusations que les médias sionistes des États-Unis ont reprises en vue de donner l'impression que la situation est tendue sur la frontière entre l'Iraq et l'Arabie saoudite. Les faits montrent au contraire qu'il n'en est rien. Les autorités irakiennes s'attachent en effet à protéger la zone frontalière entre les deux pays et à faire respecter les règles de bon voisinage avec le Royaume saoudien, alors même que les autorités saoudiennes financent et approvisionnent les bases à partir desquelles des avions américains partent tous les jours bombarder des cibles civiles en Iraq, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, du droit international et du droit international humanitaire.

Le monde entier condamne l'agression militaire quotidienne perpétrée par les États-Unis et le Royaume-Uni contre l'Iraq à partir du territoire de l'Arabie saoudite, du Koweït et de la Turquie pour la bonne raison qu'elle vise un État indépendant et n'est pas autorisée par l'ONU. Le Secrétaire général de l'Organisation a d'ailleurs déclaré récemment que la création de zones d'exclusion aérienne en Iraq n'était fondée sur aucune résolution du Conseil de sécurité.

L'Iraq demande au Secrétaire général et au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre immédiatement des mesures pour faire cesser l'agression quotidienne dont les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni se rendent coupables contre son territoire et de tenir ces derniers juridiquement responsables de cette agression en exigeant qu'ils réparent financièrement les dégâts matériels et les pertes humaines qu'elle entraîne. Les autorités saoudiennes étant pleinement parties à cette agression, elles en sont elles aussi, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, juridiquement responsables.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Mohammed A. **Al-Douri**

---